

Les dilemmes de la droite face au FN

Propos recueillis
par Y. Sintomer

Les lignes de fracture qui se sont révélées dans la droite à l'occasion de l'élection des présidents de région ne recouvraient pas les frontières de parti, ou au contraire étaient transversales à elles. Ces nouvelles lignes de fracture sont-elles conjoncturelles, temporaires, ou faut-il au contraire les analyser comme déterminantes pour le futur?

Les lignes de fracture qui viennent d'apparaître à l'occasion de ces élections de présidents des conseils régionaux ne sont pas conjoncturelles. Les clivages qui viennent de s'exprimer sont à l'œuvre depuis assez longtemps, sur différents enjeux d'ailleurs. L'enjeu le plus immédiat, c'est bien sûr celui du Front national. Et la question de savoir, pour la droite française, comment retrouver à court ou moyen terme une vocation majoritaire: la tentation existe de passer accord avec le Front national en ayant une vision extrêmement arithmétique - et à mon avis fautive - du rapport de force qui consiste à dire: les droites en France sont majoritaires, pour que la droite revienne au pouvoir, il suffit de passer accord avec le Front national et de cumuler les électorats RPR, UDF et Front national. C'est incroyablement naïf. Ce n'est pas comme ça que ça se passerait, même si il y avait des accords à un niveau important avec le Front national, parce que ce que la droite pourrait gagner électoralement sur son aile extrême, elle le perdrait au centre. D'ailleurs, on en a vu le début de la preuve au second tour des cantonales. Là où, de manière précise, il y avait véritablement des alliances assumées comme telles, ça n'a pas été une franche réussite électorale. Est-ce que l'on retrouve une vocation majoritaire stable en faisant alliance ou en refusant l'alliance et en se posant le problème de la reconquête des électeurs? C'est bien à cette question que la droite française est confrontée aujourd'hui et c'est autour d'elle que s'organisent les clivages au sein du RPR et au sein de l'UDF.

Mais au-delà de cette question du Front national, il y a d'autres clivages qui sont à l'œuvre. Il y a d'abord un clivage, qui ne travaille d'ailleurs pas simplement les appareils de la droite mais aussi ceux de la gauche, entre directions nationales et directions périphériques, entre Paris et province, qui a trouvé toute son acuité avec les effets de la décentralisation. Celle-ci n'a pas seulement eu un impact sur nos institutions, elle a eu un impact également sur nos formations politiques, dans le sens d'une autonomisation relative des appareils locaux. Un véritable contentieux s'est accumulé, sans qu'on s'en rende toujours compte, au cours des quinze dernières années, entre les directions nationales et les directions locales, et cette ques-

tion du Front national a été l'occasion pour que cela s'exprime à droite. Un troisième clivage, plus récent et peut-être plus conjoncturel est né de la frustration de la défaite de juin 1997; l'autocritique qui aurait été utile dans les appareils de la droite sur les raisons de la défaite de 97 n'a pas pu être menée à terme dans la mesure où le principal responsable de la défaite, à savoir Jacques Chirac, est aujourd'hui à l'Elysée et reste le général en chef de cette opposition. La question du Front national a été un moyen indirect de faire passer toute la rancœur accumulée pendant dix mois vis-à-vis de ceux qui sont considérés comme étant responsables de l'échec de juin 1997. Et ça a donné à cette question toute sa violence, son côté tellurique.

Un dernier clivage porte sur la question européenne. Il est lui aussi transversal à la droite et à la gauche, mais taraude particulièrement le RPR et l'UDF. La question du Front national a été aussi une manière d'exprimer indirectement le malaise de toute cette partie du RPR et de l'UDF qui ne se retrouve pas dans le cours européen qui a été imposé par les directions nationales du RPR et de l'UDF - et en particulier par Jacques Chirac, qui avait fait croire qu'il était sur des positions contraires dans la campagne de 1994/1995-. Cela se voit de manière marginale dans le vote sur le transfert de souveraineté monétaire à l'Europe du 8 avril 1998 à l'Assemblée nationale, où aux côtés des négatifs du MDC et du Parti communiste, on retrouve quelques RPR, qui pèsent en fait dans les appareils beaucoup plus que ce que l'on voit dans les votes publics. Le malaise est tel que dans le vote du 22 avril relatif à la proposition de résolution sur l'euro, le groupe RPR ne prendra pas part au vote.

Tous ces clivages, dont certains sont structurels et d'autres d'avantage conjoncturels, ont fait masse à l'occasion des élections des présidents des conseils régionaux. Et c'est ce qui a donné une allure de séisme politique au débat, alors que tous les observateurs raisonnables s'attendaient à ce qu'il y ait des problèmes et des alliances avec le Front national. D'ailleurs, je suis frappé de voir la manière dont on reconstruit le passé. On dit «pour la première fois» dans les commentaires hâtifs, «pour la première fois... alliance», mais ce n'est pas vrai. En 1986, il y avait eu plus d'alliances qu'aujourd'hui. Sept régions étaient touchées. Il faut donc s'interroger bien au-delà de la question des alliances sur le pourquoi de cette espèce de vent de folie, de trouble majeur qui tout à coup s'est répandu sur la scène politique.

Ces lignes de fracture ne remettent-elles pas en cause la cohérence à la fois idéologique, fonctionnelle et organisationnelle des partis de droite classique?

Bien sûr. Je suis parti de la conjoncture, de la structure qui se met en place au travers de la question européenne et de la question de Maastricht au début des années 90. Mais il faut remonter en arrière, à la bipartition de la droite française entre, pour parler vite, une famille gérant l'héritage bonapartiste et gaulliste et une famille davantage sociale, libérale et européenne. Cette bipartition avait encore un sens jusqu'à la fin des années 70 ou au début des années 80. On voit bien encore comment par exemple, certaines sensibilités nationalistes, bonapartistes et gaullistes s'expriment dans l'appel de Cochin lancé par Chirac en 1978¹. Et comment des options davantage européennes, libérales et sociales s'exprimaient dans la candidature de Mme Simone Veil à la tête de l'UDF aux premières européennes de 1979 face à une liste menée par Debré et par Chirac. Mais après 1981, le sens de cette bipartition commence à se brouiller avec le changement de cap de Jacques Chirac et la libéralisation et l'europanisation des positions du RPR. A partir de ce moment, la confusion va aller croissant quant à la pertinence politique et au sens idéologique de cette bipartition à droite. Peu à peu, les électeurs ne s'y retrouvent plus et s'installe un électorat qui réclame un parti unique. Toutes les dernières enquêtes montrent qu'il réclame un grand parti unique conservateur alors que les appareils continuent à cultiver leurs différences. Quelque part, l'électorat a là un certain bon sens. Parce qu'il dit au fond: plus rien de fondamental ne vous sépare sur aucun dossier, pourquoi maintenir cet artefact de la division en deux grands partis? La crise va aussi trouver toute son ampleur à cause de cette désarticulation entre la demande des électeurs et l'offre politique qui vient des appareils nationaux, qui continuent à entretenir la fiction d'une division ayant du sens. Il y a une crise qui est tout simplement un malentendu, et les malentendants, ce sont les directions du RPR et de l'UDF. En effet, ou bien ça continue en l'état et on ne voit pas ce qui devrait s'opposer à la création d'un grand parti unique, ou bien on redonne du sens à cette bipartition. Pour le moment, on continue à entretenir une fiction et on ne redonne pas beaucoup de sens.

■ Comment expliquer que cette fiction ait tenu jusque là? Pure raison d'appareils?

Oui, je crois. Les partis de droite sont emblématiques de ce qu'est la vie de parti en France. Nous avons les partis les plus faibles du monde occidental quand on pratique un ratio très simple, qui est le rapport entre nombre d'adhérents au parti et nombre d'électeurs. Nous avons des partis qui sont à peu près uniquement, pour la plupart d'entre eux, des machines bureaucratiques qui peuvent reproduire leur être de manière quasi éternelle. On est dans un processus, que les théoriciens de l'organisation appellent le cercle vicieux bureaucratique, où les partis peuvent se reproduire en tant que tels, en tant que machines, en ignorant superbement les demandes de l'électorat et de

la société, et cela est encore plus vrai à droite qu'à gauche. Cela tient à l'incroyable faiblesse, pour des raisons historiques extrêmement anciennes, de ces corps intermédiaires que sont les partis politiques en France, mais il faut reconnaître que cette situation s'est renforcée dans la période récente.

■ N'y aurait-il tout de même pas une nuance à faire là-dessus entre l'UDF d'un côté, le RPR de l'autre?

Oui, vous n'avez pas tort, le RPR est mieux placé que l'UDF pour affronter cette période de crise dans la mesure où le RPR reste encore un peu plus que sur le papier un parti ayant un minimum d'adhérents. Mais quand vous enlevez les élus locaux, même au sein du RPR, et que vous regardez ce qui reste en terme d'adhérents, il ne reste vraiment pas grand chose. Et la légitimité de ces appareils à représenter les millions d'électeurs tout de même, qui continuent à voter en leur faveur est extrêmement faible. L'UDF n'est purement qu'un club d'élus, le RPR n'est pas tout à fait qu'un gros club d'élus, c'est un petit peu plus. Sa capacité à passer au travers de cette période de troubles est donc un peu plus importante, mais ne la surestimons pas.

■ La tentative de redonner du sens à des divisions internes à la droite pourrait-elle passer, plutôt que par une bipartition qui se réapprofondirait, par un éclatement de l'UDF et la constitution de différentes familles politiques, ou plutôt de partis ou d'organisations politiques qui auraient des stratégies plus cohérentes et plus lisibles?

Oui, mais il y a un grand risque électoral. La cohérence voudrait qu'en fait trois familles naissent au sein de cette droite classique. Il y a de manière claire l'héritage de la famille gaulliste, qui cependant doit répondre à cette question: à quoi sert et qu'est-ce que le gaullisme au XXI^e siècle, et dans le cadre européen? Là, on n'a que le début de l'ébauche d'une vague réflexion! Mais c'est vrai qu'il y a un courant qui est attaché par exemple à la démocratie référendaire, au dialogue entre un chef et la masse électorale au dessus des corps intermédiaires. Il y a là tout un héritage qui trouve ses racines dans ce que l'on a appelé le bonapartisme. Lui redonner une visibilité exigerait cependant aussi que les hommes se redistribuent, parce qu'il y a des gens de tempérament bonapartiste à l'UDF qui seraient mieux au RPR qu'à l'UDF, et il y a des libéraux du RPR qui seraient mieux à Démocratie libérale.

Il y a un second courant, celui de la démocratie chrétienne, les héritiers du MRP, du Centre démocrate et aujourd'hui de Force démocrate, pour lesquels l'attachement à un libéralisme mâtiné de social et à l'Europe est une constante, qu'on arrive très bien à lire au cours du dernier demi-siècle, et qui lui aussi plonge ses racines très loin dans l'histoire.

1. Le 6 décembre 1978, six mois avant les élections européennes, Jacques Chirac parle de «l'asservissement économique» qui se prépare pour la France: «Comme toujours quand il s'agit de l'abaissement de la France, le parti de l'étranger est à l'œuvre, avec sa voix paisible et rassurante. Français ne l'écoutez pas».

Et puis il y a une troisième famille, qui est celle du libéralisme à la française, qui a peut-être moins de racines dans l'histoire que les autres, parce que quand on regarde les soubassements de la pensée libérale en France, on s'aperçoit que la France par rapport à beaucoup de ses voisins européens n'a pas de véritable tradition libérale². Le gros problème, c'est que le libéralisme français au XIXe siècle c'est un libéralisme étatique qui n'a jamais véritablement pensé le statut de l'individu. Le trouble, les difficultés, les hésitations d'un homme comme Alain Madelin sont tout à fait révélatrices du manque d'assise de ce courant dans la tradition française et du fait que là, il y a quelque chose à créer presque ex nihilo. Il y a un espace, mais dans lequel la tentative d'enracinement est un vrai travail. Ce n'est pas une tâche facile. Il ne s'agit pas simplement de gérer un héritage et de le revisiter.

Il y aurait ainsi une cohérence idéologique, avec trois courants porteurs. Mais le gros problème, c'est qu'à l'heure où le Front national représente 15% des suffrages exprimés - et peut-être un peu plus - cette droite, classique dans l'essentiel des scrutins, ne peut pas aller divisée en trois familles contre un Front national qui, dans ce cas-là, arriverait en tête dans de multiples circonscriptions. Il y a une contrainte politique et quasi institutionnelle qui empêche le libre exercice de la diversité des droites françaises, et celles-ci sont obligées de réfléchir à des moyens de réguler leur diversité. Peut-être faut-il qu'elles réfléchissent entre elles à des systèmes de primaires avant l'élection, ou à une répartition et à une division du travail dans l'espace national en fonction de leurs zones de force...

En passant des partis ou des organisations de droite à leur électorat, peut-on dire que l'électorat de droite classique a une homogénéité, et si oui laquelle? Y a-t-il au contraire des électorats différents, et si oui, coïncident-ils avec les organisations?

Il y a des sensibilités, mais il faut reconnaître que s'est créé peu à peu dans le jeu de la bipolarisation un véritable électorat de la droite classique, qui a une assez grande homogénéité quant à ses demandes, quant aux valeurs dont il est porteur. Les différences entre les appareils, ou entre ces différents courants que l'on peut dessiner comme ça, intellectuellement, ne se retrouvent qu'à l'état de traces dans l'électorat. Cependant, elles existent. Par exemple, l'électorat de tradition démocrate-chrétienne, sur la question du Front national, est beaucoup plus réticent à toute forme d'alliance que ne le serait un électorat de type nationaliste néogaulliste. Tout le monde montre du doigt les présidents de région UDF élus avec les voix du Front national, mais on s'aperçoit qu'on a un électorat UDF dans lequel cette famille démocrate-chrétienne représente toujours quelque chose et qui est moins pour l'alliance que l'électorat RPR. Il y a donc un brouillage gigantesque, les clivages

ne correspondent plus à grand chose. D'ailleurs, après des décennies de bipolarisation, il va falloir un jour peut-être se poser la question aussi à gauche. En tout cas, dans l'espace de la droite, la candidature unique, répétée dans de multiples occasions depuis de très nombreuses années a amené une assez grande homogénéisation.

Quand vous dites homogénéisation, est-ce seulement en termes de valeurs idéologiques? Qu'en est-il en termes sociologiques?

Sur ce point, la droite est en butte à des tendances assez fortes et préoccupantes³. Son électorat est âgé, et il y a une surreprésentation massive des travailleurs indépendants et des agriculteurs. Il y a là les caractéristiques d'un électorat qui aujourd'hui n'est plus marqué par un grand dynamisme socio-démographique, ce qui pour l'avenir de la droite est préoccupant. C'est comme si il y avait eu une double vampirisation de l'électorat de la droite classique. A gauche, en particulier du côté du Parti socialiste, par aspiration de toute une série de couches moyennes salariées, et au Front national par aspiration des couches populaires. Cette double vampirisation a provoqué une forte « anémie » socio-démographique dans la droite française. Mais cette sociologie, même si elle est peu dynamique, est marquée par une assez grande unité.

Et retrouve-t-on des clivages entre électeurs plutôt RPR et électeurs plutôt UDF?

Très peu, parce que quand depuis des années et des années vous votez que ce soit pour un RPR ou pour un UDF, les traditions ont tendance à s'étioler. A la limite, si on considère que les partis doivent être quelque part le reflet de leur électorat, la solution la plus cohérente serait la création d'un grand parti conservateur faisant vivre tous ces courants en interne, en son sein. Mais la droite française n'a jamais été organisée comme ça. Ce serait donc pour elle une véritable révolution organisationnelle. Et on voit bien aujourd'hui, dans les réactions de Seguin et d'autres, que la droite française n'est pas du tout prête à cela.

Si on fait intervenir l'électorat Front national, y a-t-il cohérence d'un électorat de droite au sens large du terme, ou au contraire deux électorats distincts?

Il y a deux électorats distincts, à la fois au plan des valeurs et au plan sociologique. Au plan de la sociologie et de la démographie, l'électorat du Front national est un électorat beaucoup plus dynamique, plus jeune, plus actif, très salarié, plus détaché des valeurs traditionnelles de la religion que l'électorat de la droite classique. Et au plan des valeurs, il y a bien hétérogénéité dans le positionnement par rapport à l'autre, que l'autre soit

2. Sur les paradoxes du libéralisme français qui tend à effacer l'individu au profit de l'Etat, des notables et de l'esprit de corps, on lira le remarquable ouvrage de Lucien Jaume: *L'individu effacé*, Paris, Fayard, 1997.

3. Cf. l'article de Jérôme Jaffré, le scrutin régional a confirmé le déclin de la droite modérée dans *Le Monde* du 20 mars 1998 (p 9).

l'étranger dans la société française, les pays étrangers, l'Europe, le monde etc. Il y a des valeurs beaucoup plus excluantes dans l'électorat du Front national que dans l'électorat de la droite classique, même si, du côté de l'électorat du RPR, il y a des zones de transition, des zones grises. Il en va de même sur l'enjeu de la sécurité. Sur le thème des valeurs économiques et sociales, c'est compliqué, parce que l'attachement à un certain libéralisme économique et social n'est pas très élevé en France par rapport à certain de nos voisins européens; mais il est beaucoup plus prononcé dans l'électorat RPR ou UDF que dans l'électorat du Front national. Sur les valeurs économiques et sociales, celui-ci est souvent dans une position d'entre-deux entre la gauche et la droite; et non à l'extrême de la droite. Sur certains points, il n'appartient pas à l'univers de la droite. C'était par exemple très fort sur l'appréciation du mouvement de novembre-décembre 1995, sur quelque chose qui a beaucoup marqué l'électorat de la droite conservatrice qui considérait que ce mouvement, relevait pour une part de la « chienlit ». Vous aviez un électorat du Front national qui, dans une proportion des deux tiers, soutenait le mouvement de novembre-décembre 1995. Même chose quand on lui demande par exemple de se prononcer sur ce à quoi il faut être avant tout attentif dans le développement économique, à l'avenir des salariés ou à la compétitivité des entreprises. Là, les électeurs du Front national répondent: la compétitivité, on verra plus tard, c'est la situation des salariés qui est essentielle. Il y a donc à la fois une hétérogénéité des valeurs et une hétérogénéité des bases sociales et démographiques qui fait que l'affaire n'est pas simple. Mais cela montre aussi, que la question du Front national n'est pas simplement une question de droite posée à la droite, c'est aussi une question sociale posée à la gauche.

■ Mais justement, comment caractériser le Front national?

Le parti ou les électeurs?

■ Les différentes strates qui font le phénomène Front national.

Le gros problème quand on parle du Front national, c'est de quoi parle-t-on? Et très souvent la confusion du débat vient qu'on parle de niveaux différents...

■ Qui existent dans tous les partis, mais qui sont particulièrement forts dans le Front national.

Tout à fait. Le parti reste un parti d'extrême droite. L'extrême droite se caractérise par toute une série de caractéristiques, par exemple le diagnostic de la décadence, qui a toujours été une constante dans les familles d'extrême droite. Le Front national aujourd'hui, comme tous ses devanciers des années 1950 et 1960, de l'entre-deux

-guerres, de la fin du XIXe, est un parti qui a avant tout une lecture de la société française et du monde fondée sur le diagnostic de la décadence et la nécessité de trouver des boucs émissaires responsables de cette décadence. On est sur ce plan, dans une culture qui s'inscrit dans une continuité. On pourrait décliner ainsi plusieurs caractéristiques d'appartenance à l'extrême droite: un certain style de leadership autoritaire, une verticalité de l'organisation du parti, une dénonciation des turpitudes de la démocratie représentative... Si on rentre dans des taxinomies plus précises, que l'on parle par exemple de « fascisme », les choses sont moins claires.

■ Il y a plusieurs familles d'extrême droite. Quelles filiations peut-on tracer entre le Front national et le poujadisme, ou certaines traditions de l'extrême droite française, ou le fascisme - ou certains fascismes -, puisqu'il y a une tradition plurielle?

Il y a une partie inconnue dans le Front national, celle des années 1972-82, quand ce parti se crée à partir d'organisations néofascistes qui revendiquent le fascisme en tant que tel, qui ne se cachent pas et n'ont pas les pudeurs d'aujourd'hui - et en particulier l'Ordre nouveau -. Ils font appel à Jean-Marie Le Pen et celui-ci va peu à peu fédérer des traditions de l'extrême droite extrêmement différentes. On y retrouve un fascisme à la française: ça n'est pas pour rien qu'à la fin de la campagne électorale des régionales, un moment fort de la campagne de Le Pen est son discours sur la tombe de François Duprat qui revendiquait le fascisme en tant que tel et était l'homme qui introduisit les grandes thèses révisionnistes en France. Là, les choses sont claires et Le Pen l'assume comme tel en se rendant sur la tombe de Duprat en pleine campagne électorale - et de plus, il s'y rend le 12 mars, alors que la mort de Duprat est le 18. Il ne fait pas cela innocemment, parce que le 18, c'était après les régionales, il sait très bien ce qu'il fait. Et il amène toute la direction nationale sur la tombe -.

Mais au-delà, le Front national, a fédéré toutes ces traditions qui vont du néofascisme à la française à certaines séquelles du royalisme conservateur, en passant par l'héritage du nationalisme colonialiste - dont Le Pen est assez bien le représentant: les formations qu'il avait créées autour de 1958 s'inscrivaient tout à fait là-dedans - en passant par l'intégrisme catholique, l'héritage de la nouvelle droite... Le Pen est pour le moment au centre de gravité de toutes ces familles, et c'est aujourd'hui le seul capable de les faire vivre ensemble. Enlevez-le et toutes ces familles resurgiront et l'affrontement reviendra. C'est un des éléments de faiblesse de Mégret, qui lui n'est pas au centre de gravité de toutes ces familles. Ce parti d'extrême droite a donc réussi au plan du parti à faire vivre ensemble à peu près toutes ces familles, plus les transfuges d'une droite classique qui trouvaient que la carrière n'allait pas assez

vite et qui, par opportunisme, sont allés au Front national parce qu'ils espéraient que cela allait être un accélérateur de carrière.

Cela, c'est au niveau du parti, on est là dans un univers qu'on arrive très bien à circonscrire, même s'il est pluriel. L'électorat, lui, est incroyablement hétérogène. Il y a l'électorat de l'extrême droite de toujours, qui depuis des décennies vote extrême droite, au mieux 2 ou 3% des suffrages. Il s'agit de gens qui se retrouvent dans un corpus idéologique qui est celui de l'extrême droite. Mais d'autres sont venus sur des enjeux sectoriels, sur le problème de la sécurité, sur celui de l'immigration, sur le problème fiscal (ce qui n'est pas négligeable dans certains coins où existe un électorat type depoujadiste). D'autres électeurs sont venus sur le thème de la protestation populaire, en particulier dans toutes ces zones de gauche qui ont craqué au début des années 90, aussi bien dans des zones communistes que dans des zones socialistes, et qui ont nourri la dynamique Front national. Ce sont d'ailleurs des électeurs qui, lorsque dans un second tour il n'y a plus que la droite classique et la gauche, reviennent très souvent à gauche.

Et puis, il y a l'électorat de la protestation politique, qui est très souvent venu du RPR et de l'UDF et qui utilise le vote Front national pour faire passer un message vis-à-vis de ces appareils. Mais à force d'utiliser le vote Front national comme un vote message vis-à-vis du RPR et de l'UDF, ils vont peu à peu être fidélisés par le Front national. Et c'est ça à mon avis la grande question de l'heure. Quelle est la capacité du Front national à capter cette protestation politique qui, pour le moment, est encore conjoncturelle? Et quelle est la capacité du Front national à garder ensemble la protestation sociale des électeurs populaires, et la protestation politique de cet électorat RPR/UDF, qui est moins populaire que l'électorat de la protestation sociale? S'il y arrive, on pourra être légitimement préoccupé. Cependant, la tâche n'est pas mince, il n'est pas facile pour le FN de garder ensemble ces deux bouts de la chaîne.

Quel est le lien entre cette typologie que vous venez d'esquisser rapidement et celle que vous effectuez dans votre dernier ouvrage⁴?

La pure extrême droite est tellement minoritaire qu'on n'arrive pas vraiment à l'isoler. En revanche, dans la typologie que j'ai exposée dans mon livre, qui fait intervenir à la fois du social, de l'attitude, du comportement etc., on retrouve assez bien ces différents pôles. Le pôle qui est le plus proche du parti, en ayant une conception extensive d'un vote à dimension idéologique, c'est ce que j'ai appelé les nationaux populistes. Cet électorat se retrouve bien dans le message de nationalisme pur et dur de Jean-Marie Le Pen et du Front national. C'est un vote qui comprend et inclut ce vote très idéologique qui a toujours existé pour l'extrême droite, mais qui le dépasse. Là, on a un électorat très arrimé au parti tel qu'il est depuis le milieu des années 80.

Un quart de l'électorat du FN.

Oui, c'est ça, à peu près. Ensuite vous avez un électorat, que j'ai appelé les gauchio-frontistes, qui est un électorat de la protestation sociale, du malaise social, qui représente un autre quart environ de l'électorat FN. Et puis ce que j'ai appelé les « frontistes mous », qui est un électorat de la protestation politique et dont une partie est en fixation (c'est ce que j'ai appelé les « apprentis frontistes »). Les « frontistes mous », le RPR et l'UDF peuvent encore les récupérer. Mais si les frontistes mous deviennent de véritable apprentis frontistes et qu'ils tombent dans le camp du national populisme, il faudra lutter des années pour les récupérer. Il faut enfin ajouter à cela ce que j'appelle les droito-frontistes, c'est-à-dire un vote qui, faute d'une formation conservatrice s'assumant comme telle dans l'espace politique français, est allé se fixer au Front national. Au fond, une des limites de la droite en France, c'est aussi qu'elle n'a jamais su inventer entre elle et le Front national une vraie formation de droite conservatrice pure et dure s'assumant comme telle, comme Thatcher en Grande-Bretagne, comme la CSU en Allemagne. Il y a eu la tentative du général Lacaze, celle de Pasqua, celle de De Villiers, toutes ont raté. Du coup, la droite ultraconservatrice est allée se fixer au Front national.

Avant de revenir sur les stratégies possibles de la droite par rapport au Front national, j'aimerais que vous abordiez la ou les stratégies du Front national par rapport à la droite. Il y a un débat parmi les analystes: est-ce que le Front national, notamment à travers la personne de Mégret, voudrait faire une évolution « à l'italienne », s'inclure dans une droite plurielle dont il représenterait l'un des pôles, ou est-ce qu'au contraire il vise à faire éclater le clivage droite/gauche et à recomposer autour de lui la droite ou une partie de la droite? Ou vise-t-il, comme l'exprime la formule de Samuel Maréchal « ni droite, ni gauche, français », à se situer en dehors de ça?

Dans les années 80, le Front national a besoin de la droite française pour rentrer dans le jeu, pour se légitimer. C'est le début de la percée; 1983 l'alliance de Dreux, 1986 l'alliance dans sept conseils régionaux. A l'époque, le Front national n'est qu'au début de ses succès électoraux, il a besoin d'une légitimation dans le système et il la trouvera d'ailleurs de cette manière. Et puis très vite, la dynamique électorale continuant, le Front national se dit: restons dans le cadre d'une alliance avec les droites, mais en passant de l'alliance locale à l'alliance nationale. Ca sera un refus de la part de la droite française, refus au second tour de la présidentielle de 88, et dès le début des années 90 la droite française est claire sur le sujet, on le verra particulièrement aux régionales de 92. A ce

4. Pascal Perrineau: *Le symptôme Le Pen, radiographie des électeurs du FN*, Paris, Fayard, 1997.

moment-là, le Front national, fort de deux choses, de ce refus des appareils nationaux du RPR et de l'UDF d'une alliance au plan national, fort également de ses succès et de sa dynamique se dit, notre avenir n'est plus dans une alliance, dont de toute façon ils ne veulent pas, notre avenir est dans la recomposition de la droite française autour de nous à la suite d'un collapsus. Non pas avec nous, mais autour de nous. C'est au fond le scénario de Le Pen, en mai-juin 97, où dans la campagne il sème un trouble majeur, où il laisse entendre qu'il préfère une majorité de gauche à une majorité de droite, où il dit que Juppé, c'est Jospin en pire... L'idée est claire: laissons «l'armée des électeurs» et des élus locaux «fusiller les généraux», après la défaite, «on va assécher le marigot». Après avoir asséché le marigot entre la gauche et le Front national, on s'installera sur l'espace de la droite française, et c'est nous qui serons le parti hégémonique dans cet espace. Ce scénario est le scénario Le Pen, mais bien au-delà, c'est également le scénario d'hommes comme Mégret. Et quelque part il n'y a pas deux stratégies qui s'opposent, mais sans arrêt les deux stratégies au feu selon la conjoncture: la stratégie ni gauche ni droite, et la stratégie d'alliance - mais cette dernière est de plus en plus «le baiser qui tue». Après que le FN soit parvenu à semer un trouble majeur et à amener la droite française à son niveau plancher historique: 36% des suffrages exprimés aux législatives de 97 et aux régionales de 98, il existe donc deux tactiques. Certains se disent: laissons encore la droite française se déliter. C'est plutôt la lecture de Le Pen, et en tout cas, c'est de manière très nette celle d'un homme comme Samuel Maréchal. Laissons encore les choses se défaire, corrompons-les, révisons à la baisse notre programme, en ne demandant rien, même pas de vice-président, enlevons la préférence nationale, etc. On corrompt tout ça, on casse la droite sur ses divisions vis-à-vis de la question du Front national et ensuite on cherche à établir son hégémonie sur ce champ de ruines. C'est l'attitude de Le Pen; pendant les dix jours qui suivent les régionales, programme minimum d'accord, alliance... et puis brutalement, changement de cap en PACA avec la revendication de la présidence régionale. Et puis il y a une autre tactique qui dit, attention, ça va tellement mal que le moment est peut-être venu de trouver, de commencer à bricoler des accords qui soient des accords de gouvernement, d'abord dans les régions puis au plan national, afin d'être l'un des partenaires d'une coalition des droites et de rentrer dans un scénario à l'italienne. C'est l'option de Mégret et de pas mal d'élus et de conseillers régionaux du Front national, qui attendent depuis plus de douze ans et qui se disent le moment est peut-être venu. On est suffisamment en position de force pour servir d'autre chose que de marchepied à la droite classique. Il y a deux appréciations, plutôt que l'opposition complète de deux lignes.

Cependant parier sur cette stratégie à l'italienne revient à ignorer trois choses. Tout d'abord, l'Italie n'est pas la France: la droite française va

mal, mais elle n'est pas dans l'état dans lequel était la Démocratie chrétienne au début des années 90 où là, c'était le discrédit total, l'implosion absolue, vraiment le champ de ruines. La droite française va très mal mais elle résiste. 36%, ce n'est tout de même pas négligeable. Elle contrôle encore la majorité des régions et des départements, il y a encore un président de droite à l'Elysée. Deuxième élément, Gianfranco Fini n'est pas Jean-Marie Le Pen, c'est un homme qui s'est intégré à l'espace de la droite, a renié le fascisme pour devenir un homme politique tout à fait «respectable». Au dernier congrès de l'Alliance nationale, il y avait des représentants de tous les partis, y compris le PDS (Note). La troisième différence, c'est que l'Alliance nationale n'est pas le Front national. L'Alliance nationale est le fruit d'une cassure du MSI. Aujourd'hui, monsieur Mégret n'est pas à la tête d'un parti qui aurait fait scission du Front national et qui aurait renié ce qu'est le Front national. Il y aura peut-être une stratégie à l'italienne le jour où ces trois paramètres seront satisfaits. Ce n'est pas le cas pour le moment et les hommes de la droite classique qui diraient: «pourquoi ne pas faire comme en Italie?», se trompent.

Justement, quelles sont les stratégies possibles et les stratégies probables de la droite face à cette puissance montante (même si la progression est lente) qu'est le Front national?

Il y a la stratégie de Mancel, de Griotteray et d'autres, qui est la stratégie d'alliance. Les régionales n'ont été qu'un laboratoire, il va falloir passer alliance au plan des municipales en 2001, et puis éventuellement aux élections législatives, s'il y a des élections législatives anticipées, ou à la présidentielle. Mme Boutin en rajoute en disant: «Sur de multiples terrains nous avons les mêmes valeurs qu'eux»... Cette stratégie s'appuie sur le raisonnement suivant: au fond les socialistes l'on fait avec les communistes dans les années 60, pourquoi on ne le ferait pas avec notre extrême? C'est un scénario extrêmement dangereux pour la droite française, qui risquerait d'y perdre son âme, du fait des contradictions entre les valeurs de tolérance, de libéralisme et d'ouverture à l'Europe qui sont véhiculées aujourd'hui par l'essentiel des dirigeants de l'UDF et du RPR et les valeurs d'exclusion de l'autre, d'hostilité radicale à l'Europe et de protectionnisme du Front national. Je crains que, dans la conjoncture actuelle, ce soient les secondes qui l'emportent sur les premières. Et que dans l'étreinte, ça ne soit pas du tout la droite classique qui étouffe le Front national mais le contraire. Comme ça c'était passé d'ailleurs dans les années 20 en Italie et dans les années 30 en Allemagne entre l'extrême droite et la droite classique. Cependant, pour le moment, le tir de barrage est tel de la part des directions du RPR et de l'UDF et de la part du président de la République qu'il y a une difficulté pour que ça trouve un débouché à brève échéance.

D'autre part, ce qui est très important, c'est que l'électorat RPR-UDF résiste, est contre l'alliance, même si il y a maintenant une très grosse minorité qui considère au fond que ça ne serait peut-être pas une mauvaise stratégie. Attention à ces élus locaux qui disent, nous parlons au nom des électeurs sans préciser au nom desquels. Et même si l'on pousse la lecture cynique assez loin, il ne faudrait pas que ces élus locaux qui sont pour l'alliance oublient, quand ils utilisent le parallélisme avec le Parti socialiste et le Parti communiste, que l'alliance commence entre la gauche non communiste et le Parti communiste aux législatives de 1962 et que la gauche mettra vingt ans pour réussir électoralement. Donc si ces élus locaux sont des hommes pressés, qu'ils fassent attention à ne pas être déçus. Que le marché ne soit pas un marché de dupes. D'ailleurs, la droite est en présence d'un Front national à la hausse alors que, dans les années 60, le Parti communiste est plutôt dans un mouvement où il commence son érosion.

Le deuxième scénario possible, c'est pour le moment celui de l'essentiel des directions du RPR et de l'UDF: le scénario du refus de l'alliance mais de la reconquête des électeurs. Parce que c'est vrai qu'on ne voit pas comment, à brève échéance, la droite française pourrait redevenir majoritaire en ignorant complètement le problème de la reconquête d'une partie de l'électorat du Front national. Une telle stratégie demande une réflexion programmatique de fond: autour de quoi reconquiert-on les électeurs du Front national? Est ce que c'est en faisant la course poursuite, qui jusqu'à maintenant n'a pas été une franche réussite, ou est-ce que c'est en s'adressant autrement à ces électeurs du Front national sur les terrains et les questions qui les préoccupent: l'immigration, la sécurité, l'Europe, qu'est-ce que c'est qu'une nation française dans une Europe intégrée au XXI^e siècle, le chômage? Cela demande une réflexion programmatique et une remise en ordre de bataille au sein des différents courants de la droite française afin que leur offre politique redevienne lisible et, dans un second temps, attractive. Pour le moment elle est illisible, elle ne peut pas être attractive. Au moins le Front national c'est lisible et, d'une certaine manière, c'est attractif. Cela demande un troisième aggiornamento, celui des hommes. L'un des éléments essentiels du retour de la gauche au pouvoir est qu'il y a eu un véritable aggiornamento des hommes, à la fois au Parti communiste et au Parti socialiste. Ils ont donné l'impression qu'ils sortaient d'une ère pour rentrer dans une autre. La droite française ne l'a pas encore fait. Ce que dit Raymond Barre là-dessus est plein de bon sens, d'autant qu'il a le courage de se l'appliquer à lui même !

Un des scénarios possibles peut-il être l'implosion de la droite, comme le voudrait une partie au moins du Front national? Avec une partie de la droite qui serait prête à des alliances systématiques avec la droite extrême et une partie qui, éventuellement,

serait prête à des alliances avec le Parti socialiste?

C'est un troisième scénario possible, avec une version catastrophe qui serait de rentrer dans le rêve de Le Pen. La droite française implose complètement, éclate comme la Démocratie chrétienne a éclaté en Italie, le Front national occupe l'essentiel de l'espace de la droite française et un pôle d'une droite nationaliste pure et dure se crée autour de lui. La France deviendrait un pays complètement atypique en Europe. La version moins catastrophe, c'est un éclatement de ce type et un scénario un peu à l'italienne mais en plus noir, avec un pôle de droite pure et dure rassemblant tous les soldats perdus du nationalisme égarés dans les différents partis de la droite classique, et de l'autre côté la création d'un parti de centre droit qui chercherait à avoir une vocation de parti charnière. Mais là avec le système institutionnel de la Ve République, c'est un scénario quasi impossible. Avec un régime semi-présidentiel et un mode de scrutin majoritaire à deux tours, l'avenir serait extrêmement bouché pour un parti de ce type. Sauf en passant par une redéfinition complète des jeux des coalitions en France. Ce scénario n'est donc pas complètement impossible, mais j'en vois mal les conditions politiques et institutionnelles.

Si on prend en compte ce que vous avez dit au début, à savoir le décalage profond entre d'un côté l'offre et la structuration politiques de la droite, et de l'autre les demandes de son électorat, de sa base sociale; si l'on ajoute l'anémie sociale de cet électorat, et l'hétérogénéité relativement grande aussi bien sur le plan des valeurs que sur le plan sociologique entre l'électorat d'extrême droite et l'électorat de droite; si l'on prend enfin en compte ce qu'est le Front national aujourd'hui, à savoir quelque chose de différent de ce qu'est l'Alliance nationale en Italie, dans un contexte politique complètement différent, est-ce qu'on n'aboutit pas au constat que la droite est dans une situation structurelle extrêmement difficile? Les défis qui sont devant elle sont à la fois organisationnels, stratégiques, idéologiques et programmatiques, il faut les affronter en même temps tout en assurant dans la foulée le renouvellement des hommes... La droite n'est-elle pas du coup dans une situation presque impossible, sauf en cas d'erreur majeure de la gauche?

Oui, je crois. Elle n'a jamais été depuis l'après-guerre dans une situation aussi compliquée. Parce qu'elle doit, comme vous venez de le dire, relever tous les défis en même temps. La question du Front national a été sous-estimée pendant plus

d'une décennie. L'ampleur du travail est colossal et la tentation est de compter sur les faiblesses de l'adversaire. Avec par surcroît une utilisation de plus en plus tactique du jeu politique, qui contribue à le discréditer dans l'opinion. Une politique réduite à un jeu tactique, qui renforce la crise de la politique, qui renforce ensuite le Front national et les protestations en tous genres. C'est une pompe qui s'autoalimente et profite en dernière instance au Front National. L'heure est donc grave pour la droite française, et on voit mal comment à brève échéance, sauf erreur magistrale de l'adversaire, elle pourrait se remettre en ordre de bataille, face à une table rase où tout est à reconstruire. La question du Front national a été un révélateur, en cela elle est utile. Parce que cette espèce de victoire sur un malentendu en 1995 empêchait que la droite française se pose le problème de son identité. C'est bien de ça dont il s'agit aujourd'hui: quelle est l'identité de la droite française à l'horizon de l'an 2000? Et là, pour le moment, il y a à peine l'ébauche d'une réponse.

On peut vraiment se poser la question sur la capacité de la droite française à revenir à brève échéance au pouvoir, sinon pour des parenthèses. Il y a eu des parenthèses, il y en aura peut-être de nouveau, mais quelle est la capacité de la droite à retrouver une hégémonie structurelle de longue durée sur le champ politique français?

Là, en effet, le malaise est gigantesque. Le seul point qui n'est pas complètement négligeable, c'est qu'on a l'impression que le délitement s'est arrêté, que la droite française est arrivée à son niveau d'étiage. Parce que ce qui aurait été très pré-occupant, pour tous les gens qui ont un peu la fibre démocratique, c'est si le délitement électoral avait continué. Reste toute la reconstruction, reconstruction électorale, reconstruction stratégique, reconstruction en terme d'organisation, reconstruction en terme de renouvellement du leadership, en terme programmatique. C'est gigantesque. Par ailleurs, c'est plus facile de se reconstruire dans l'opposition que lorsqu'on est à moitié au pouvoir. Quand la gauche décide de se reconstruire dans les années 60 et les années 70, elle est dans l'opposition, elle a une liberté de manœuvre, elle peut aller loin dans le travail de reconstruction. Là, il y a Chirac à l'Elysée. Le RPR et l'UDF savent que quelque soit leur travail de rénovation dans les prochaines grandes échéances, Chirac restera dans le jeu. Et qu'il est même certainement, au jour d'aujourd'hui, le candidat le plus probable de la prochaine présidentielle. Cela vient limiter la possibilité de l'ampleur du travail de rénovation, ça rend le travail beaucoup plus compliqué que s'ils étaient carrément dans l'opposition, parce qu'ils ne peuvent pas aller jusqu'au bout de leur logique. On le voit bien avec Seguin, qui a l'ardeur, l'ampleur d'un véritable réformateur, mais qui ne peut pas mener son travail jusqu'au bout.

En conclusion, individuez-vous à l'intérieur de la droite telle quelle est aujourd'hui des individus, des courants ou des sensibilités qui sont porteuses sinon d'un projet déjà bouclé - à l'évidence ce n'est pas le cas -, mais en tout cas de germes de rénovation potentielle de la droite?

Il faut être assez attentif à ce qui est en train de se mettre en place autour d'un renouvellement des générations. Par exemple le groupe qui vient de se former, l'Association des refondateurs, avec des hommes comme Henri Plagnol. Il n'y a que Borloo qui est connu, mais il y en a d'autres, et ce groupe est certainement porteur d'un renouvellement sinon de l'idéologie dans un premier temps, du moins des pratiques politiques. C'est peut-être un des éléments de renouvellement de l'ensemble de l'opposition.

D'autre part, ici et là dans les régions, certaines personnalités « ayant de la colonne vertébrale » sont apparues. Je pense à Donnedieu de Vabres en région Centre, Bordry en région Centre, Bazin en région Bourgogne, Imbert en Franche-Comté, Gauzès en Basse-Normandie dans Il y a là toute une série de petits groupes qui sont en train de se former et de personnalités qui se sont révélées dans l'épreuve et autour desquels la rénovation pourrait s'organiser. Cependant revient ce que je disais au début, c'est-à-dire le blocage de ces microappareils qui, encore beaucoup plus qu'à gauche, ont beaucoup de mal à faire vivre les « demi-solde » ou les « sans grade » et à les entendre. Le débat est sans arrêt monopolisé par les mêmes, qui parlent au nom d'appareils et dont on se dit très souvent qu'ils ne représentent qu'eux-mêmes.

Au moins, quand Jospin se présente contre Emmanuelli, il y a un vote devant les adhérents. Là, il n'y a rien, il n'y a aucune de ces procédures et donc cette dérive, ce cercle vicieux bureaucratique est encore plus important et rend difficile une modernisation de la droite qui ne soit pas gérée que par le haut, de manière autocratique. Or, si ça se poursuit comme ça, c'est condamné à l'échec parce qu'aujourd'hui, quelque soit le type d'organisation, ça ne fonctionne pas comme ça. Les gens ne fonctionneront plus jamais comme ça. Il faut aussi que cette modernisation de la droite par le haut rencontre un mouvement qui vienne par le bas, sinon ça capotera très vite. On l'a vu déjà dans les années 80, quand il y avait toutes ces tentatives de quadras au RPR. On a vu comment tout s'est terminé. **M**